

## Qui veut faire passer les musulmans pour des islamistes ?

*Regards croisés entre ceux qui ne veulent pas voir*

L'inconscient collectif des Occidentaux perçoit très majoritairement les pays du sud et de l'est de la Méditerranée comme un monde frustré, un monde d'inégalités criantes, tyrannisé par des parvenus militaires tragi-comiques ou des demeurés pseudo-mystiques, un monde de violence irrationnelle et incompréhensible, un monde que l'on préférerait oublier si le « scandale géologique » du Golfe Persique ne nous rendait stratégiquement, commercialement et énergétiquement dépendants de lui, si la structure de nos économies ne nous avait pas incités à faire un appel massif à l'immigration de ses ressortissants les plus démunis, si ses soubresauts n'étaient au cœur des débats les plus passionnés de notre mémoire collective, si, enfin, il n'avait pas pris l'habitude d'interpeller la conscience planétaire en allant vider ses querelles hors de ses limites.

Cette perception a été entretenue et amplifiée par les débordements de la crise algérienne des années 90, par les vagues successives du terrorisme islamiste dans le sillage des attentats du 11 septembre et, maintenant, par les dérives et les contradictions des « printemps arabes ». L'incompréhension et le rejet qui en résultent s'étendent aujourd'hui, notamment en France, aux communautés immigrées qui y réagissent par le repli communautaire et l'affirmation identitaire, ou, confondant le respect qu'ils réclament avec la peur qu'ils inspirent, tentent parfois de l'imposer par la provocation et la violence.

Cependant, pour qui veut bien aller au-delà de l'immédiateté ou de l'effet de loupe de nos systèmes d'information et remonter dans l'histoire d'une trentaine d'années, soit une génération seulement, il apparaît que notre perception actuelle des sociétés du Maghreb et du Proche-Orient est entachée de nombreuses erreurs de perspective dans l'espace et dans le temps qui ne font qu'en accentuer les conséquences négatives.

La première de ces erreurs est la conviction maintenant fermement ancrée dans les opinions publiques d'Occident que les peuples arabes et musulmans seraient sociologiquement inaptes à la démocratie et condamnés à devoir se soumettre à des autocrates prédateurs ou à des réactionnaires religieux qui ne le sont pas moins. L'histoire apporte un démenti catégorique à ce présupposé. De 1945 aux années 60, tous les pays arabes et musulmans accédant à l'indépendance, de l'Indonésie au Maroc, à l'exception notable de l'Arabie, se sont dotés de régimes démocratiques sous forme de républiques parlementaires ou de monarchies constitutionnelles qui fonctionnaient de façon plutôt débonnaire, voire aimablement anarchique, mais qui ont amplement prouvé que la démocratie n'était nullement étrangère à ces sociétés. Certes, la vocation première de ces régimes était d'abord de légitimer l'accès au pouvoir d'oligarchies bourgeoises locales mais le processus ne différait en rien du lent cheminement vers la démocratie initié par les révolutions anglaises et françaises dans les deux siècles précédents. Au demeurant, ces proto-démocraties nationalistes et élitistes (nationalistes arabes, baathistes, nassériens et même communistes au Sud-Yémen) avaient éliminé de leur Constitution les références au corpus juridique figé de l'Islam, ouvrant ainsi la voie à toutes les possibilités institutionnelles, à la véritable Renaissance (*Nahda...*) politique, intellectuelle et morale de cette brillante civilisation arabo-méditerranéenne étouffée par cinq siècles d'occupations militaires et souvent barbares.

De fait, les Arabes et les musulmans sont comme tout le monde, ils préfèrent la démocratie et la liberté à la dictature et à l'oppression. Mais l'Occident, Russie comprise et États-Unis en tête, avec leurs alliés des théocraties wahhabites du Golfe, porte une lourde responsabilité dans la

situation de déni de démocratie que vivent aujourd'hui les pays du sud de la Méditerranée.

C'est en effet dans le cadre de leur confrontation est/ouest que l'Occident et l'URSS ont favorisé, voire organisé chacun à leur profit, l'accession au pouvoir des dictatures militaires auxquelles ont été fournies ensuite – pour le plus grand bénéfice de nos industriels qui se bousculaient à leurs portes – des quantités astronomiques d'armements sans commune mesure avec leurs problèmes de défense et qui ne servaient qu'à asservir leurs peuples. C'est dans ce même cadre que les États-Unis ont favorisé un peu partout, en Indonésie, au Pakistan, au Soudan, en Afghanistan, la montée en puissance de forces politiques islamistes sunnites supposées garantes d'un ferme anticommunisme jusqu'en 1990 puis d'un « *containment* » de l'Iran chiite depuis. Et enfin, c'est toujours suivant la même logique que l'Occident unanime – Français compris - a fermé les yeux sur la persécution généralisée des forces politiques à tendance libérale, démocratique ou sociale qui auraient pu ouvrir la porte à des « complaisances » envers le bloc de l'est ou, pire, consacrer leurs ressources à autre chose que l'achat de nos coûteuses productions industrielles.

La seconde erreur, notamment depuis les attentats du 11 septembre, est d'avoir placé l'ensemble du monde musulman sous une loi universelle et permanente des suspects et de voir en tout jeune musulman un terroriste potentiel. C'est là la conséquence de l'inepte « guerre globale à la terreur » décrétée par l'administration Bush qui a privilégié un combat mondial contre « l'autre » au lieu de se concentrer sur une lutte ciblée contre une bande criminelle, ses inspirateurs et ses sponsors, tombant ainsi dans le piège tendu par les terroristes. Cette erreur a fait de la mythique Qaïda, ainsi magnifiée, le drapeau de toutes les contestations dans le monde musulman, le modèle comportemental de tous les sociopathes dans les communautés émigrées et l'alibi de toutes les violences quels qu'en soient les mobiles.

Pour autant, si le monde musulman souffre, et souffrira sans doute encore longtemps de la violence islamiste dont il est la première victime, il ne faut ni en exagérer l'importance ni la dramatiser dans les sociétés occidentales où les résonances du terrorisme djihadiste ont été en définitive très rares même si, à l'évidence, chaque attentat et chaque mort sont un attentat et un mort de trop. En ce qui concerne la France, même si les recensements communautaires sont prohibés, on sait qu'il y a dans l'hexagone environ 5 millions de musulmans. Sur ce nombre, et chaque année depuis 2001, quelques dizaines sont passés - et le plus souvent à l'étranger en « terre de djihad » - à la violence politique, quelques centaines à la provocation religieuse, quelques milliers à la violence sociale ou crapuleuse. Ces chiffres sont en proportion comparables à ceux enregistrés généralement dans les communautés immigrées du reste de l'Europe occidentale. Que faut-il considérer en priorité ? Les 50.000, pour compter large, qui sont passés à la transgression ou les 4.950.000 qui ne demandent qu'à vivre en paix dans la société de leur choix et qui, par ce choix, nous honorent de leur présence et rendent hommage à nos valeurs ? Le 1% ou le 99% ? Évidemment, le 1% fait plus parler de lui que les autres et donne de meilleures images pour le journal télévisé de 20 heures. Nos médias seraient peut être avisés de donner un peu plus la parole aux représentants des 99% qu'aux ténors du 1%, porte-paroles avérés ou habilement déguisés du salafisme des Frères Musulmans, toujours beaux parleurs et télégéniques qui sont payés pour cela.

De même nos politiques tout autant que notre presse auraient tout intérêt à ne pas faire le jeu du terrorisme islamique en portant toute violence individuelle au crédit du djihadisme du seul fait que son auteur est musulman. Il y a sans doute eu des erreurs dans l'appréciation et le traitement de la dangerosité d'un Mohammed Merah ou d'un Jérémy Sidney. Mais leur dangerosité ne se rattachait que très indirectement au djihadisme international. Leur action n'a été mandatée par personne et ne s'inscrivait dans aucune stratégie de groupe. Elle n'a bénéficié directement ou indirectement à aucune « cause ». Leur violence relevait de la psychiatrie et n'est assimilée au terrorisme que parce qu'ils sont musulmans. Leur parcours et leur démarche sont en tous points comparables à ceux d'un Anders Breivik en Norvège ou d'un Timothy McVeigh à Oklahoma City au sujet desquels personne n'a jamais songé à évoquer un quelconque phénomène de terrorisme international. Comme tous les psychopathes, les uns et les autres avaient besoin de

donner une certaine rationalité à leurs délires. Merah est allé la chercher dans son fonds culturel personnel et familial lié aux flamboyances de la violence djihadiste, comme Anders Breivik est allé la chercher dans le vieux fonds culturel nazi et McVeigh dans celui du Ku Klux Klan. Il existe sans doute dans notre pays et en Occident en général quelques centaines de jeunes gens *borderline* prêts à passer à la violence aveugle au hasard d'une situation tendue ou de rencontres malheureuses dans leur vie personnelle. Ce type de dérive est à l'évidence d'une extrême gravité et requiert toute l'attention de nos sociétés et des mesures strictes de prévention et de répression. Cependant, elle relève beaucoup plus de nos problématiques éducatives, culturelles, sécuritaires, politiques et sociales internes que d'une menace d'irréductible affrontement idéologique. On ne peut qu'être amèrement admiratif face à l'habileté du salafisme politique à faire croire et dire le contraire par nos médias en mal de simplification.

La troisième erreur, et sans doute la plus lourde de conséquences, est de considérer que, parce qu'il est le plus agressivement visible dans sa forme djihadiste, le salafisme constitue la forme la plus achevée, la plus aboutie et la plus répandue de l'Islam. Le salafisme (litt. : imitation des compagnons du Prophète) est une version dégénérée et régressive de l'école d'interprétation hanbalite, la plus fondamentaliste mais aussi, et de très loin, la plus minoritaire de l'Islam. Au milieu du XXe siècle, elle était ignorée de la quasi-totalité des sociétés musulmanes, en particulier dans les communautés émigrées en Occident, et n'inspirait plus que les pétromonarchies d'Arabie et du Qatar, quelques revanchards pakistanais de l'école de Déoband mal remis de la partition de l'Empire des Indes, et la Confrérie des Frères Musulmans en Égypte principalement.

Paradoxalement, ce sont les options stratégiques des États-Unis face à l'Empire soviétique et de l'Arabie Séoudite face à la révolution iranienne qui ont assuré la promotion de la violence salafiste à partir du milieu des années 1980 seulement. Soucieuse, après la révolution islamique d'Iran, de réaffirmer sa légitimité discutable en Islam, la famille Séoud a entrepris dès 1979 d'essayer de s'assurer le contrôle de l'Islam mondial, de ses lieux de culte, ses imams, ses écoles par le biais d'ONG et de fondations irriguées par les pétrodollars et animées par les activistes islamistes de l'Association des Frères Musulmans, les pires ennemis des pétromonarques dont ils convoitent la rente, mais qui constituent la seule organisation transnationale structurée susceptible de fournir aux Séoud les ressources humaines nécessaires à l'entreprise.

À ce moteur idéologique et financier du fondamentalisme islamique est venu s'ajouter, par une pure coïncidence temporelle, une dimension militaire armée et stimulée par les États-Unis sur les marches de l'Empire soviétique. En Afghanistan, au Pakistan, dans le Caucase et les Balkans, dans les pays musulmans dont les régimes étaient jugés complaisants à l'égard du bloc de l'Est, la subversion salafiste armée a été militairement formée, encouragée, dotée en moyens de guerre efficaces et performants. Ses militants actifs y ont gagné une expérience certaine des moyens de la violence, une complaisance naïve des intelligentsias occidentales à l'égard de ces « combattants de la liberté en haillons », une aura romantique et mythique au sein de la jeunesse trop souvent humiliée des pays musulmans et des communautés émigrées.

Et il fallait être particulièrement naïf pour penser qu'une fois les objectifs stratégiques de l'Amérique reaganienne atteints, ces auxiliaires de la guerre froide allaient benoîtement déposer les armes et tranquillement rentrer chez eux. Ils y ont été d'autant moins enclins que, instruits par les succès de la période 1980-1990, les pétromonarques du Golfe ont continué à entretenir leur zèle et à les utiliser contre leurs rivaux en Islam (Iran, Libye) ou contre les régimes des pays musulmans hostiles à la légitimation politique par la religion (Algérie, Égypte, Syrie, Yémen, etc.). Tout ceci pour le plus grand profit de la Confrérie des Frères Musulmans qui, depuis les années 50 et suivant les préconisations de son théoricien de la subversion armée, Sayyid Qotb, a fait de la violence politique exercée contre les régimes en place et leurs alliés occidentaux un moyen privilégié d'accéder à un pouvoir dont ils cherchent à s'emparer par tous les moyens depuis près d'un siècle. Le temps, la clandestinité et l'exil auxquels ils ont été souvent contraints, les répressions auxquelles ils ont été soumis ont développé chez eux un réel talent pour le discours populiste et démagogique, pour les surenchères au fondamentalisme religieux et à la

haine des autres, pour l'exploitation de toutes les failles culturelles, juridiques et politiques des sociétés qui les accueillent et surtout pour la pratique du double langage commun à toutes les organisations de type fasciste.

Car il n'existe pas d'un côté d'aimables Frères Musulmans qui seraient des sortes de démocrates-chrétiens à la sauce musulmane susceptibles d'initier des transitions démocratiques, et de l'autre de violents salafistes qui ne rêveraient que de djihad. La quasi-totalité des cadres de la violence islamiste - à l'exception notable d'Oussama Ben Laden - sont issus de la Confrérie dont ils constituent de fait le bras armé depuis l'assassinat d'Anouar al-Sadate jusqu'aux appels au meurtre quotidiens lancés aujourd'hui depuis son refuge pakistano-afghan par le Frère Ayman al-Zawahiri.

C'est cette maîtrise du double langage exploitant d'authentiques malaises locaux ou internationaux qui a permis aux salafistes, et en particulier aux Frères, de se poser au cours des trente dernières années en seuls exégètes agréés du message coranique, en seuls prescripteurs légitimes de la loi islamique alors qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes. Car le néo-hanbalisme qu'ils professent, qu'on le désigne sous l'adjectif salafiste, wahhabite ou déobandi ne concerne réellement qu'environ 2% du monde musulman qui adhèrent à cette interprétation particulièrement rétrograde de l'Islam. Pendant un siècle et demi, de 1850 à 1980, les musulmans de France se voulaient citoyens, non sans difficulté, il est vrai. Ils revendiquaient un droit à l'indifférence et ne se reconnaissaient nullement dans les vocables infantilissants « potes » et « beurs » inventés par des politiciens et journalistes parisiens en mal de formules-choc destinées à leur propre promotion. La quasi-totalité d'entre eux ignorait jusqu'à l'existence du mot « salafisme » et la notion de « djihad » leur paraissait aussi surannée que la croisade contre les Albigeois. Ce n'est donc pas la moindre victoire des pétromonarques wahhabites et de leurs auxiliaires intégristes que d'avoir réussi à imposer cette erreur de perspective dans l'espace et dans le temps qui conduit le reste de la planète à ne pas se mêler des affaires du monde musulman et à y laisser prospérer le fondamentalisme réactionnaire parce que ce monde serait depuis toujours un monde de violence irrationnelle, parce que chaque musulman serait un irréductible terroriste actuel ou potentiel que seuls les salafistes sauraient contrôler.

Au-delà de ces erreurs d'appréciation, se pose en Occident le problème de l'ignorance - et sans doute du mépris - de nos élites face aux évolutions tout à fait contemporaines du fait islamiste. Tout d'abord, notons que dans nos démocraties occidentales, sous des pressions et des contraintes convergentes, dont celle du politiquement correct, nous avons laissé se développer un large dispositif de mise en condition des communautés immigrées et une large tolérance accordée avant 2001 de part et d'autre de l'Atlantique aux discours d'exclusion et de violence.

Certes, en France, ce type de discours tombe sous le coup de la loi, mais nous avons organisé un bien étrange système d'encadrement et de représentation du culte musulman. Jusqu'à la fin des années 80, l'organisation de l'Islam en France était laissée aux bons soins des pays d'origine, essentiellement l'Algérie, le Maroc et la Tunisie qui se débrouillaient entre eux pour se répartir les lieux de culte, la nomination des imams, l'encadrement des croyants. Cela marchait cahin-caha mais plutôt pas mal car les pays d'origine n'avaient aucun intérêt à ce que l'Islam de France devienne un foyer de subversion contre eux-mêmes. Ils veillaient assez paternellement au grain. Faute de moyens et de volonté politique, ce contrôle est progressivement passé dans la décennie 80 aux organisations pilotées par les Frères et financées par les Séoudiens puis les Qataris pour faire pièce au prestige et à l'influence grandissants de la révolution islamique iranienne et se prémunir contre la contagion démocratique.

Le phénomène a été bien suivi par les R.G. (Renseignements Généraux) mais leurs avertissements réitérés et leurs mises en garde n'ont jamais été entendus jusqu'à ce que le fracas des attentats du 11 septembre vienne réveiller tout le monde. Le pouvoir politique a brutalement pris conscience qu'il y avait un problème et qu'il fallait s'en occuper. Comme toujours dans ces cas là, on a recherché des solutions dans l'urgence et la précipitation. Comment encadrer, et donc surveiller, l'organisation du culte musulman en France ? L'Islam sunnite n'est pas hiérarchisé. On n'y trouve donc pas d'interlocuteur à la légitimité incontestée. Les communautés

musulmanes de France sont très hétéroclites et divisées en fonction des pays d'origine. Elles refusent la tutelle de ceux qui ne seraient pas de la même origine si ce n'est pas assorti de compensations coûteuses que seuls peuvent offrir des pays très riches.

Les recensements « ethniques » étant prohibés, il n'est pas question de constituer des listes électorales de musulmans qui auraient pu désigner, un homme-une voix, leurs représentants agréés. On s'est alors rabattu sur la pire solution qui soit. Lors de la constitution du Conseil Français du Culte Musulman (CFCM), chargé d'encadrer l'exercice du culte, de la désignation des imams et du dialogue avec les autorités politiques, il a été admis que les sièges à ce conseil seraient répartis au pro-rata des mètres carrés de lieux de culte contrôlés par les différentes organisations islamiques ! C'est comme si on répartissait les sièges à l'Assemblée Nationale en fonction du parc immobilier de chaque parti politique. À ce jeu, ce sont évidemment les plus riches qui l'ont emporté, c'est à dire l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France) qui est l'émanation française de l'Association des Frères musulmans et qui reçoit la majorité de ses subsides des pétromonarchies de la péninsule arabique. Le résultat en est aujourd'hui une radicalisation de l'Islam de France qui se traduit par des phénomènes très minoritaires mais très voyants d'exclusion et de provocations permanentes qui gangrènent la vie publique française et conduisent les plus fragiles des jeunes musulmans, d'origine ou convertis, sur les sentiers du nihilisme, de la violence et de la guerre.

Nul ne songe à nier que le monde musulman, en particulier dans sa dimension méditerranéenne qui nous le rend si proche, a été victime au cours des deux siècles écoulés de spoliations et d'injustices, de dominations prédatrices intérieures et extérieures. Qu'il aspire à la démocratie, la liberté et la dignité est légitime et respectable. Qu'il n'emprunte pas les mêmes chemins que l'Occident pour y parvenir ne surprendra que les ignorants. Mais une chose est certaine : il n'y parviendra pas par la voie d'un totalitarisme religieux violent dont la seule vocation est de préserver la légitimité chancelante de théocraties réactionnaires et d'assurer l'accès à la rente des petits bourgeois frileux que sont de fait les Frères Musulmans. Pour ceux à qui les perversions de l'islamisme politique au Soudan, en Afghanistan, au Pakistan, en Turquie n'ont pas encore servi de leçon, les dérives actuelles de l'Égypte, la Tunisie et la Syrie ouvriront peut être les yeux.

Or, ces dérives ne sont pas inéluctables et ne le sont pas plus que la fascination mortifère d'une certaine jeunesse pour un « djihad » dont elle n'est qu'un outil jetable et méprisé. Mais là encore, l'Occident et en particulier l'Europe, doit balayer devant sa porte en s'interrogeant sur ses stratégies et ses alliances. Qu'ils exercent le pouvoir ou qu'ils tentent de le conquérir par la ruse ou la violence, les salafistes n'ont d'existence durable, de puissance et d'influence que par l'appui moral, idéologique et surtout financier des théocraties wahhabites du Golfe. C'est cet appui qui leur a permis depuis les années 1980 de subvertir les processus démocratiques, d'interdire toute évolution vers la liberté et la dignité, de recruter un peu partout de la main d'œuvre militante, d'entraîner une jeunesse privée d'espoir et de repères dans des aventures guerrières qui ne servent que leurs intérêts. Que cet appui leur soit retiré et ils reviendront à la marginalité qui était la leur avant l'assassinat d'Anouar el-Sadate.

Indépendamment de toute considération morale, et même à ne prendre en compte que notre égoïsme national et nos intérêts matériels, il conviendrait peut être de s'interroger sur l'avantage que nous retirons d'une alliance privilégiée avec des partenaires dont la richesse et la pérennité ne reposent que sur le mur de haine qu'ils s'efforcent de dresser entre le nord et le sud de la Méditerranée, entre l'Orient et l'Occident, et qui gagne jusqu'au cœur de nos cités.

Alain Chouet, octobre 2013